

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

LUCIEN MARCH

Éléments statistiques et évaluations se rapportant à l'application de la loi d'assistance du 14 juillet 1905 et du projet de loi sur les retraites ouvrières

Journal de la société statistique de Paris, tome 47 (1906), p. 57-70

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__57_0

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

ÉLÉMENTS STATISTIQUES

ET ÉVALUATIONS SE RAPPORTANT A L'APPLICATION DE LA LOI D'ASSISTANCE DU 14 JUILLET 1905

ET DU PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES OUVRIÈRES

(Discussion d'une communication de M. Malzac [1])

MESSIEURS,

M. Malzac a signalé d'intéressants exemples de la diversité d'évaluations qui s'appliquent, au moins en apparence, au même objet. Et pourtant il ne s'agit point d'affaires sans importance : ces évaluations ont servi ou serviront pour la préparation de deux réformes d'une grande portée sociale et dont les conséquences financières offrent une incontestable gravité.

L'assistance aux vieillards, infirmes et incurables et les retraites ouvrières vont imposer de lourdes charges à la partie productive de la nation. On en peut accepter le poids comme on s'impose un devoir ou un acte de prévoyance. On voudrait au moins pouvoir mesurer ce poids afin de rassembler les efforts et de les bien répartir.

M. Malzac ne s'est pas borné à constater l'incertitude ou le désaccord des estimations ; il a pensé qu'une nouvelle méthode, dont il a fait lui-même l'essai, conduirait à des résultats plus sûrs. Cette méthode consiste à comparer les matrices des rôles des contributions directes aux listes électorales, de façon à déterminer le nombre des vieillards non imposés et, par conséquent, réputés indigents.

Je considère que les matrices des contributions directes sont une mine de renseignements statistiques d'une grande valeur. Le rapprochement avec les listes électorales est très ingénieux ; la combinaison des deux sources d'information fournirait sans aucun doute de féconds enseignements sur la démographie du pays et sur la répartition des revenus. Aussi souhaiterais-je voir étendre les recherches dont M. Malzac a pris l'initiative. Mais véritablement, il me semble difficile d'en concevoir le grand intérêt pour apprécier les effets de la loi d'assistance et, sauf sur un point de détail, pour l'économie des projets de retraites ouvrières.

D'abord la loi d'assistance est votée ; il n'y a plus maintenant qu'à en attendre l'application, laquelle commencera le 1^{er} janvier 1907. Les résultats de cette application dispenseront de toute enquête, de toute évaluation hypothétique. Mais la loi fût-elle encore en projet que le dénombrement des électeurs non imposés n'eût fourni que des éléments suffisamment connus par ailleurs ; les autres lui auraient échappé. Le dénombrement des électeurs non imposés ferait connaître le nombre des hommes exonérés d'impôts et leur classement par âge. On aurait donc le nombre de ceux qui ont dépassé soixante-dix ans ; on ne serait renseigné ni sur le nombre des infirmes privés de ressources, ni sur le nombre des incurables, ni sur le

1. *Journal de la Société de statistique de Paris*, numéro de novembre 1905, p. 387.

nombre des femmes sans ressources de plus de soixante-dix ans. Comme, à partir de soixante-dix ans, le nombre des femmes est notablement supérieur à celui des hommes, on voit que plus de la moitié de la population secourable eût échappé à la statistique.

Quant aux retraites ouvrières, bien que la loi soit actuellement en discussion devant la Chambre des députés, on ne peut pas affirmer qu'il soit trop tard pour procéder à de nouvelles études ; cependant, on n'aperçoit guère de rapport entre le nombre des exemptés d'impôts et le nombre de bénéficiaires éventuels de pensions ouvrières. Aussi bien durant le fonctionnement normal que durant la période transitoire, c'est une retraite que l'on accorde aux ayants droit, en raison de leur qualité d'employés ou d'ouvriers et non à cause de leur pauvreté.

Il est bien question (article 52 du projet) d'un maximum d'imposition à la contribution personnelle-mobilière, mais c'est à propos des versements facultatifs pour certaines catégories de personnes, et il ne suffirait pas, même pour ce point accessoire du projet, de relever le nombre des exemptés, il faudrait classer les assujettis suivant le taux de l'imposition, dans les diverses professions. Ce serait une statistique très intéressante et très utile, puisqu'elle fournirait un rapport entre la profession et le taux du loyer ; on n'en tirerait aucun élément du calcul des charges de l'assurance obligatoire.

Il est donc préférable de recourir à d'autres sources d'information.

M. Malzac a signalé les incertitudes des évaluations actuelles et, par exemple, les chiffres si différents dont on a fait état dans les discussions préparatoires de la loi d'assistance.

De 600 000 secourus possibles, on tombe à 153 281, pour remonter à 332 000 ou 456 000. Il est certain que de tels bonds sont de nature à déconcerter et, comme l'on confond souvent statistique et résultats numériques, c'est encore une occasion de plaisanter les études auxquelles nous sommes attachés.

Cependant, si l'on a pu honorer les mathématiques en disant qu'elles n'ont pas de signes pour exprimer les notions confuses, il faudrait reconnaître à la statistique la vertu de ne dénombrer que des unités clairement définies et lui faire honneur de ne savoir mesurer que ce qui n'est pas délimité.

Sous ce rapport, nous allons le voir, les évaluations qui nous occupent manquent de cadres fermement tracés, et, si vous le permettez, si je n'exagère pas aussi la durée de la discussion, je vous soumettrai les éléments statistiques qui me semblent susceptibles d'intervenir dans ces évaluations.

I

Occupons-nous d'abord de la loi d'assistance, bien que, je le répète, elle soit votée. Mais il peut être utile encore d'en mesurer l'incidence, quand ce ne serait que pour engager à ménager les ressources.

L'article 1 de cette loi est ainsi rédigé :

« Tout Français privé de ressources, incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence et, soit âgé de plus de soixante-dix ans, soit atteint d'une infirmité ou d'une maladie incurable, reçoit aux conditions ci-après l'assistance instituée par la présente loi. »

Dans ce texte, la seule chose précise, c'est l'âge de soixante-dix ans, aussi le nombre des individus de soixante-dix ans peut-il être déterminé avec l'exactitude que comportent les dénombrements. Mais les notions d'indigent, de nécessités de l'existence, d'infirme, d'incurable, sont loin d'être précises. A côté des indigents, infirmes et incurables parfaitement caractérisés, il y a les demi-indigents, les demi-infirmes, les demi-incurables, ceux dont le D^r Marie signalait récemment la détresse ; il y a aussi des degrés dans les nécessités de l'existence. Puis il faut tenir compte du caractère plus ou moins impératif que l'on attribue à l'obligation créée par la loi. Le texte primitivement adopté par la Chambre des députés établissait le *droit* à l'assistance ; le Sénat a rayé ce mot, et qui ne voit que la nuance est assez importante pour modifier profondément le champ d'application de la loi ?

Les statistiques dont on peut faire usage pour évaluer le nombre des personnes actuellement susceptibles d'être secourues en vertu de la loi nouvelle sont :

1° La statistique de l'assistance médicale gratuite ;

2° La statistique des bureaux de bienfaisance et des établissements d'assistance.

Remarquons qu'en prenant pour point de départ ces statistiques, on restreint dans une certaine mesure le champ d'application de la loi tel qu'il est déterminé par l'article 1. En effet, beaucoup plus de moitié de la population n'a d'autres moyens d'existence que le travail manuel ; comme, à partir de soixante-dix ans, tout individu, homme ou femme, est généralement incapable de subvenir, par son travail, aux nécessités de l'existence, on peut admettre que plus de moitié des 1 870 000 individus (*) qui ont dépassé soixante-dix ans seraient susceptibles de réclamer l'assistance organisée par la loi du 14 juillet 1905. D'autant plus que cette loi prévoit des indemnités de 5 fr. par mois (17 cent. par jour) : d'aussi faibles indemnités ne peuvent être considérées comme suffisantes pour des personnes entièrement dénuées de ressources. Le texte voté ne s'applique donc pas exclusivement aux personnes en état de dénuement absolu, ce qui élargit son incidence.

Cependant, il est permis de penser qu'au moins dans les premières années, ne solliciteront l'assistance nouvelle que les catégories de personnes qui ont déjà demandé leur inscription sur les listes de secours, soit des bureaux de bienfaisance, soit de l'assistance médicale gratuite.

1° Vieillards

En 1903, date de la dernière statistique publiée, le nombre des inscrits sur les listes de l'assistance médicale gratuite organisée par la loi du 15 juillet 1893, atteignait le chiffre de 1 957 360, non compris le département de la Seine et quatre autres départements où le service institué par la loi de 1893 ne fonctionne pas sous la forme prévue.

Sur ces 1 957 360 individus :

	213 880 de sexe masculin,	215 245 de sexe féminin	sont	Agés de moins de 15 ans
	293 475	—	332 344	— — — de 15 à 60 ans
	147 838	—	175 870	— — — de plus de 60 ans
Ensemble.	655 193		723 459	

1.	En 1901.	{ Hommes de plus de 70 ans.	840 000
		{ Femmes.	1 030 000
			1 870 000

Soit 1 378 652 personnes classées par âge et par sexe, sur lesquelles 323 708, soit 23,5 %, ont plus de soixante ans. On peut admettre que les 578 708 personnes non classées se répartissent par âge de la même façon que celles qui ont pu être classées, ce qui porterait le nombre des individus de plus de soixante ans inscrits sur les listes de quatre-vingt-deux départements à 460 000 en nombre rond.

En laissant de côté provisoirement le département de la Seine, le nombre des départements où le service fonctionne est 34 245 000, tandis que le nombre des habitants des quatre-vingt-six départements est de 35 330 000. Il est légitime de supposer que si le service fonctionnait dans les quatre-vingt-six départements, le nombre des vieillards inscrits s'accroîtrait dans la proportion des nombres d'habitants et qu'au total on peut l'évaluer à $460\,000 \times \frac{35\,330}{34\,245}$, soit à 475 000.

Nous avons maintenant à déterminer le nombre des vieillards bénéficiant actuellement de l'assistance publique dans le département de la Seine.

D'après le compte moral de l'assistance publique pour 1903, le nombre des indigents secourus à Paris pendant l'année s'élève à 67 000 et le nombre des nécessiteux à 86 000. Les indigents sont ceux qui reçoivent des secours réguliers, qui sont inscrits à titre permanent ; les nécessiteux reçoivent seulement des secours temporaires.

Leur répartition par âge n'est pas indiquée ; cependant, d'après des tableaux que publiait autrefois mensuellement l'Office du travail ⁽¹⁾, on peut calculer le nombre proportionnel des vieillards de plus de soixante ans. Sur 100 secourus en 1899, par exemple (dernière année publiée), 57 avaient plus de soixante ans (la proportion est naturellement très différente suivant qu'il s'agit des indigents ou des nécessiteux).

Au total, le nombre des individus de plus de soixante ans secourus à Paris par l'assistance publique peut être estimé à $152\,700 \times 0,57 = 87\,000$.

Dans les autres communes du département de la Seine, d'après les renseignements fournis à l'Office du travail, le nombre des individus de plus de soixante ans secourus par les bureaux de bienfaisance peut être estimé égal à environ 8 000. Additionnant les 95 000 vieillards du département de la Seine aux 475 000 des autres départements, nous obtenons le chiffre de 570 000. Voilà un chiffre que l'on peut regarder comme fourni avec une exactitude suffisante par les statistiques. Il fait connaître le nombre des personnes de plus de soixante ans qui, actuellement, réclament leur inscription sur des listes d'assistance. Il est clair qu'un grand nombre d'entre elles ne sont pas dénuées de ressources, il en est sans doute beaucoup qui travaillent encore ou qui sont aidées par leurs enfants ou par des parents. Toutefois, puisqu'elles ont déjà demandé leur inscription sur une liste d'assistance, lorsqu'elles rempliront les conditions requises, elles réclameront, à n'en pas douter, le bénéfice de la nouvelle loi.

Parmi les 570 000 inscrits de plus de soixante ans, la statistique ne nous fait pas connaître le nombre de ceux qui ont dépassé soixante-dix ans. Mais nous savons que l'inscription sur les listes d'assistance s'accorde de préférence aux plus âgés et, par conséquent, le nombre des individus ayant dépassé soixante-dix ans est sûrement plus élevé parmi les vieillards inscrits que parmi l'ensemble des vieillards de

1. *Bulletin de l'Office du travail, années 1897 à 1900.*

la population totale. Sur 4 770 000 vieillards de l'un ou l'autre sexe âgés de plus de soixante ans, 1 870 000, soit 39,2 %, ont dépassé soixante-dix ans. Appliquant la même proportion aux 570 000 inscrits de plus de soixante ans, nous pouvons affirmer que le nombre des inscrits de plus de soixante-dix ans est *au minimum* de 223 500.

2° Infirmes et incurables

Pour déterminer le nombre de ceux qui réclament l'assistance comme infirmes, nous prendrons encore pour base le nombre des individus actuellement classés comme infirmes dans les statistiques de l'assistance.

Non compris la ville de Paris et le département de la Corse, le nombre des individus secourus par les bureaux de bienfaisance en 1903 s'est élevé à 1 383 950, se décomposant comme suit :

Agés de moins de 60 ans.	} Valides	979 176
		} Infirmes
Agés de plus de 60 ans.		298 151
		<hr/>
		1 383 950

Le compte moral de l'Assistance publique à Paris ne dit pas combien d'infirmes sont compris dans les 153 000 indigents ou nécessiteux, secourus en 1903, parmi lesquels nous avons admis que l'on devait compter 66 000 individus de moins de soixante ans.

D'après la répartition qui vient d'être indiquée, en province on compterait 1 infirme sur 10 secourus de moins de soixante ans ; cette proportion nous donnerait à Paris 6 600 infirmes de moins de soixante ans.

Calculons autrement. On trouve 106 600 infirmes de moins de soixante ans en regard d'une population de 36 millions d'habitants (France entière moins Paris et la Corse), soit 3 ‰ ; il devrait donc s'en trouver à Paris 8 400. Voilà deux évaluations peu différentes, 6 600, 8 400 : admettons le chiffre moyen de 7 500 et ajoutons de même 900 infirmes pour la Corse, nous arrivons à un total de 115 000 infirmes actuellement secourus à un âge inférieur à soixante ans. La statistique ne fait pas connaître le nombre des infirmes secourus à un âge supérieur à soixante ans. Remarquons en passant que les chiffres ci-dessus comprennent 15 000 enfants de moins de seize ans, mais la loi n'exclut pas les enfants.

Quant aux personnes atteintes de maladie incurable, on ne dispose à leur égard d'aucune donnée statistique ; aussi, sur ce point, l'appréciation peut-elle varier de la façon la plus étendue.

Toutefois, nous pouvons ajouter encore aux chiffres précédents le nombre des vieillards infirmes ou incurables hospitalisés. On en comptait environ 68 000 le 31 décembre 1903, d'après la statistique hospitalière.

De plus, dans les autres établissements d'assistance, refuges, asiles, dépôts de mendicité, on a relevé 21 000 personnes âgées de plus de soixante ans, parmi lesquelles nous admettrons encore que 40 % environ, soit 8 500, ont dépassé soixante-dix ans et 12 500 ont de soixante à soixante-dix ans.

RÉCAPITULATION

Récapitulons maintenant les chiffres qui nous sont fournis par la statistique, soit directement, soit d'après des probabilités bien fondées ; le nombre des individus susceptibles de réclamer l'assistance instituée par la nouvelle loi, et déjà assistés dans une certaine mesure, s'établit ainsi :

Par le fait de l'âge.	232 000	(223 500 + 8 500)
(Ont plus de 70 ans.)		(Au minimum.)
Infirmes secourus par les bureaux de bienfaisance à moins de 60 ans.	115 000	
Hospitalisés comme vieillards, infirmes ou incurables	68 000	
	<u>415 000</u>	

Ce n'est pas tout, puisque nous n'avons pas tenu compte encore des infirmes ayant de soixante à soixante-dix ans, ni des incurables de moins de soixante-dix ans.

Par différence, nous pouvons déterminer le nombre des individus inscrits sur les listes de secours ou secourus à un âge compris entre soixante et soixante-dix ans. Nous avons compté 570 000 individus de plus de soixante ans et nous avons admis que 223 500 avaient plus de soixante-dix ans ; le surplus, soit 346 500, ont de soixante à soixante-dix ans. Combien d'entre eux sont encore capables de gagner leur vie, combien doivent être rangés dans la catégorie des invalides ou des incurables ? Nous l'ignorons, aucune statistique ne le fait connaître ni ne permet de l'évaluer avec quelque rigueur.

En résumé, dans le champ d'application de la loi, les statistiques actuelles permettent d'établir deux régions, l'une, assez bien connue et délimitée, comprend les vieillards de plus de soixante-dix ans et les infirmes de moins de soixante ans, total 415 000 ; l'autre comprenant les infirmes de soixante à soixante-dix ans et les incurables de tous âges au-dessous de soixante-dix ans (sauf les hospitalisés), dont nous ignorons l'étendue et dont l'étendue dépendra d'ailleurs de la largeur d'appréciation des administrations communales. Nous savons seulement que, dans cette population, 345 000 personnes ont de soixante à soixante-dix ans et sont actuellement admises sur des listes de secours.

Quoi qu'il en soit, le procédé d'investigation que recommande M. Malzac n'aurait apporté aucun renseignement sur cette partie du terrain, et, quant à l'autre partie, comprenant les vieillards de soixante-dix ans et plus, elle est mieux connue par les statistiques actuelles. Notons pourtant, à titre de curiosité, que, dans les exemples choisis par notre confrère, la proportion des vieillards de plus de soixante-dix ans, exemptés d'impôt, est de 6,4‰ dans la commune agricole et de 4‰ dans la commune industrielle. Le chiffre auquel nous nous sommes arrêté pour la France entière, 223 000 environ, sans les hospitalisés, fournit une proportion de 5,7‰ habitants.

II

Dans le rapport relatif aux retraites ouvrières, M. Malzac relève les réflexions suivantes du rapporteur :

« Nous partons de 192 000 bénéficiaires pour l'industrie et le commerce et de 288 000 pour l'agriculture, soit 480 000 pensionnés.

« De sérieuses observations sont à faire sur le nombre des bénéficiaires au début (ouvriers et employés et anciens ouvriers et employés ayant, à la date d'application de la loi, soixante-cinq ans révolus).

« En effet, ce nombre a été fourni par le dénombrement de la population de 1896, qui a laissé forcément de côté un nombre considérable de personnes qui ne faisaient plus partie de la portion active des travailleurs.

« Les nombres du début doivent donc être considérablement augmentés. Nous partirons donc, non de 480 000 bénéficiaires au début, mais de 960 000. »

Et notre confrère conclut : « En présence de semblables divergences, il m'a paru que la question restait toujours ouverte... »

Mais les chiffres qui précèdent ne sont pas contradictoires. On constate qu'à la date d'application de la loi, il existera 480 000 employés et ouvriers appelés à en bénéficier, et l'on admet qu'en outre un nombre égal d'anciens employés ou ouvriers, non connus par le recensement, doit être ajouté au précédent de façon à former le total de 960 000. Les deux chiffres ne correspondent pas à deux évaluations différentes du même nombre ; ils s'appliquent à deux groupes autrement composés.

Rassemblons les éléments statistiques qui permettent de prévoir les conséquences de la loi en projet

Aux termes de l'article 1, tout ouvrier ou employé (1) de nationalité française aura droit à une retraite sous certaines conditions

Avant tout, il est nécessaire de délimiter la catégorie des employés et ouvriers. Les auteurs du projet de loi se sont bien gardés de fixer des limites précises, se souvenant de la formule de l'école, rappelée au cours de l'une des séances : *Omnis definitio periculosa*. Si cette formule s'impose à la sagesse des juristes et du législateur, elle ne saurait convenir au statisticien qui doit, au contraire, suivant ce que j'indiquais tout à l'heure, « *Omnia numeranda definire*. »

De quelles personnes est composée la catégorie des employés et ouvriers ?

A première vue, la réponse semble n'offrir aucune difficulté tant les termes d'employé ou d'ouvrier sont d'usage courant. Cependant, les discussions auxquelles a déjà donné lieu le projet de loi montrent que les frontières de la catégorie des employés et ouvriers, loin d'être fixées par un accord unanime, se reculent ou se resserrent suivant l'appréciation de chacun.

C'est que l'on peut se placer à divers points de vue.

La situation d'employé ou d'ouvrier résulte-t-elle des conditions du travail : suivant que l'on travaille sous la surveillance d'un patron ou librement ; résulte-t-elle d'une certaine dépendance économique du travailleur à l'égard des personnes qui payent le travail effectué ; ou tient-elle à la faible importance des produits du travail ?

Quel que soit le point de vue, un grand nombre de travailleurs se classent aisément dans la catégorie des salariés, d'autres dans la catégorie des patrons. Mais un grand nombre aussi se peuvent classer dans l'une ou dans l'autre des deux catégories suivant le critérium adopté.

C'est pourquoi il est utile de multiplier les divisions professionnelles ; on rend possibles ainsi les classements sur des principes divers

1. Ou domestique attache à la personne (addition votée par la Chambre).

Remarquons toutefois que, pour l'application de la loi des retraites ouvrières, il n'est pas nécessaire de séparer les employés des ouvriers. C'est fort heureux, car la distinction est souvent arbitraire.

1° Employés et ouvriers

Le recensement de la population permet, en raison des questions portées sur le bulletin individuel, de former une première catégorie bien délimitée des personnes qui travaillent en commun et, parmi celles-ci, de distinguer les chefs ou employeurs qui dirigent les exploitations et les employés qui travaillent sous les ordres des chefs.

La distinction est entièrement fondée sur les conditions du travail. Durant ses heures de travail, l'employé a aliéné une partie de sa liberté, il travaille sous les ordres d'autrui. On possède ici un critérium fort net, et la statistique des employeurs et des employés est susceptible d'une grande précision.

D'après les résultats du recensement de 1901, le nombre des employés de cette catégorie (ouvriers compris) dans les professions agricoles, industrielles, commerciales et libérales (non compris les domestiques attachés à la personne, non compris les employés au service de l'État, des départements et des communes), s'élève à près de 9 400 000.

Les conditions d'application de la loi n'étant pas les mêmes pour l'agriculture que pour l'industrie et le commerce, il importe de décomposer ce nombre entre les grandes catégories professionnelles :

	Ensemble	Sexe masculin	Sexe féminin
Pêche maritime (*).	35 535	34 288	1 247
Agriculture et forêts	2 938 120	2 124 479	813 641
Industrie (transports compris)	4 445 514	3 260 917	1 184 597
Commerce	800 924	599 429	201 495
Professions libérales	207 482	104 937	102 545
Services domestiques	956 195	172 381	783 814
Ensemble	9 383 770	6 296 431	3 087 339

Ces chiffres ne déterminent pas exactement le champ d'application de la loi en projet ; ils comportent des soustractions et des additions.

Il est probable que les personnes dont les retraites sont assurées par d'autres lois seront laissées en dehors du régime des pensions ouvrières, au moins sous certaines conditions. On pourra donc éventuellement retrancher des nombres précédents les nombres d'employés et ouvriers dans les catégories professionnelles suivantes :

	Ensemble	Sexe masculin	Sexe féminin
Pêche maritime (inscription maritime) [Loi du 16 avril 1881].	35 535	34 288	»
Navigation maritime (1) [Loi du 16 avril 1881]	34 266	34 266	»
Mines (Loi du 29 juin 1893)	190 280	186 482	3 799
Chemins de fer et tramways (Loi en projet).	294 977	271 926	23 051
	555 058	526 962	26 850

1. Y compris les marins hors de France au moment du recensement.

Par contre, indépendamment des ouvriers employés à demeure dans des établissements déterminés, il en est qui, travaillant toujours sous les ordres d'autrui, n'ont pas d'emploi régulier et changent fréquemment de patron suivant la demande de travail. Parfois ce changement résulte de la nature même du travail. Dans cette catégorie se placent les journaliers agricoles, les déchargeurs sur les ports, les couturières en journée, certains comptables, etc., et d'autres employés ou ouvriers formant la population flottante des établissements industriels ou commerciaux. Ces employés ou ouvriers assimilables aux précédents, puisqu'ils travaillent toujours sous la direction d'un patron, ont été classés au recensement dans un groupe spécial, celui des travailleurs isolés. Malheureusement, il n'a pas été possible de les séparer rigoureusement d'une autre classe de travailleurs isolés, celle des artisans libres dans leur travail, dont nous nous occuperons tout à l'heure.

Pour séparer les deux classes, il faut procéder à des supputations facilitées parfois par cette circonstance que la nature même de l'industrie ou de la profession indique s'il convient de classer les travailleurs isolés dans la catégorie des ouvriers ou dans celle des patrons.

Par exemple, pour les professions de journalier agricole, de déchargeur, on n'hésitera pas à classer tous les travailleurs isolés parmi les ouvriers. Dans d'autres cas, par exemple les propriétaires cultivant, les fabricants, les commerçants, les travailleurs isolés sont des patrons. Cependant, un grand nombre de professions sont insuffisamment désignées sur les bulletins du recensement pour qu'il soit possible de déterminer exactement à quelle catégorie sociale se rattache le recensé travaillant. Pour ces professions, le plus sage est de répartir les travailleurs isolés entre les patrons et les ouvriers ou employés, proportionnellement aux nombres connus par ailleurs de patrons et d'ouvriers travaillant en commun.

Enfin il est des catégories de personnes pour lesquelles l'attribution à la classe des patrons ou à celle des ouvriers dépend non de l'application d'un principe déterminé, mais bien du sens que l'on donne aux mots.

Pour distinguer les employés et ouvriers des chefs d'établissement, le recensement s'appuie sur la notion de surveillance du travail, de présence obligatoire sur un lieu de travail déterminé. En un mot, la distinction est fondée sur une certaine dépendance physique de l'ouvrier ou de l'employé à l'égard du patron, caractère aisément perceptible, précisément parce qu'il est physique, et qu'il s'impose à toutes les interprétations. Ajoutons que la dépendance physique de l'ouvrier, par rapport au patron, est toujours accompagnée d'une certaine dépendance économique puisque, en échange de son travail, l'ouvrier attend du patron des moyens de subsistance. Pour beaucoup de personnes, cette dépendance économique à l'égard d'un patron est le véritable caractère du salariat. Mais on voit immédiatement que ce nouveau caractère peut présenter de multiples degrés, tandis que la condition de présence n'en comportait aucun.

Du travailleur isolé, façonnier travaillant chez lui toute l'année pour un même patron, libre dans son travail, mais dépendant économiquement de ce patron, d'autant plus que celui-ci est parfois propriétaire de l'outillage, on passe sans transition au façonnier qui travaille tantôt pour une maison, tantôt pour une autre, suivant l'état des commandes, ou au travailleur propriétaire de son outillage, de là à celui qui travaille simultanément pour deux ou plusieurs maisons, ou pour une clientèle. Et même l'ouvrier qui apporte le produit de sa fabrication sur un marché public,

quand ce marché est dans une certaine mesure monopolisé par quelques intermédiaires, se trouve dépendre presque aussi étroitement de ces intermédiaires que l'ouvrier en chambre du fabricant pour lequel il travaille exclusivement. Cette situation n'est d'ailleurs pas spéciale aux ouvriers de l'industrie, les petits commerçants dont l'approvisionnement et le crédit dépendent parfois de l'intérêt et de la bonne volonté d'un fournisseur, le petit agriculteur lié à quelque gros négociant sont parfois aussi peu indépendants que l'ouvrier à domicile.

Remarquons, d'ailleurs, que sous le rapport économique on peut être à la fois ouvrier et patron. Le travailleur en chambre occupe souvent lui-même un apprenti, un aide, des ouvriers, sans que sa condition économique soit de ce fait modifiée. Et l'on passe ainsi par transitions imperceptibles de l'ouvrier en chambre, travaillant seul la matière première qui lui est fournie par une seule maison, à l'usine à façon, occupant quelquefois plus de cent ouvriers, mais travaillant aussi la matière première fournie par une seule maison, laquelle peut même être propriétaire de l'outillage.

Les diverses situations se distingueraient peut-être mieux par l'importance comparative des fruits du travail que par le caractère économique du travail. Et, d'ailleurs, dans les discussions auxquelles donne lieu la question des retraites ouvrières dans les pays où l'on s'en est occupé, on perçoit une tendance parfois nettement affirmée à réserver le bénéfice de la loi à tous ceux qui ne jouissent pas d'un certain revenu⁽¹⁾. Cette fois le criterium redevient précis, mais la statistique professionnelle ne fait pas connaître les revenus ; la statistique des salaires ne fournirait pas à cet égard d'indications suffisantes.

Pour que les éléments statistiques préparés en vue des projets de retraites ouvrières répondent le mieux possible aux diverses classifications, il convient de les détailler en prenant pour guide les dispositions proposées par la commission d'assurance et de prévoyance sociales ou consacrées par la législation en vigueur. Nous formerons les groupes suivants :

A. *Employés et ouvriers travaillant sous la direction d'autrui et employés à demeure dans des établissements.* — La loi du 15 juillet 1880, qui les exonère de la patente, les désigne ainsi : « Commis et toutes personnes travaillant à gages, à façon, à la journée dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession. »

Dans les termes de l'article 1 du projet de loi sur les retraites, cette catégorie comprend, comme on l'a vu : A₁ environ 9 385 000 personnes employées à demeure et A₂ des individus sans emploi fixe classés comme travailleurs isolés.

B. *Travailleurs isolés travaillant à domicile pour le compte d'autrui ou travaillant sous la direction d'autrui, mais tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre.* — La loi du 15 juillet 1880 exonère de la patente les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers, sans compagnon ni apprenti, soit qu'ils travaillent à façon, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec des matières à eux appartenant, qu'ils aient ou non une enseigne ou une boutique.

On voit que l'exonération s'étend non seulement aux artisans isolés travaillant habituellement pour une seule maison, mais à tous ceux qui travaillent pour le

1. Disposition admise dans certains Etats de l'Australie.

public ; d'ailleurs sont également exonérés les raccommodeurs, réparateurs, marchands ambulants, toutes personnes qui travaillent isolément mais qui ne dépendent pas d'un patron.

Le recensement confond aussi toutes ces catégories de travailleurs isolés. Il ne semble pas qu'il soit dans l'esprit des projets de retraites ouvrières de les confondre. Aussi chercherons-nous à les séparer en deux groupes :

B₁ Travailleurs isolés travaillant pour des intermédiaires.

B₂ Travailleurs isolés travaillant pour une clientèle.

Le recensement ne fournit pas cette décomposition ; comme nous l'avons dit, on ne peut procéder que par évaluation, en classant le travailleur dans l'une ou l'autre catégorie suivant la nature de l'industrie ou de la profession.

Le résultat de cette évaluation, qui comporte une grosse part d'arbitraire, peut se résumer ainsi :

Répartition, par catégories, des travailleurs isolés et des personnes de position non déclarée de chaque sexe

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES	SEXE MASCULIN			SEXE FEMININ				
	ENSEMBLE	A ₂ EMPLOYÉS et OUVRIERS à emploi irrégulier	B ₁ OUVRIERS à domicile	B ₂ PATRONS	ENSEMBLE	A ₂ EMPLOYÉS et OUVRIERS à emploi irrégulier	B ₁ OUVRIERS à domicile	B ₂ PATRONNES
Pêche	22 121	»	»	22 121	1 095	»	»	1 095
Forêts et agriculture .	1 378 290	481 747	»	896 543	407 050	246 186	»	160 864
Industrie	763 223	360 864	213 344	189 015	910 360	303 595	418 994	287 771
Commerce	275 804	41 378	»	234 426	266 613	2 774	»	265 839
Professions libérales .	91 611	21 457	»	70 154	56 954	24 511	»	32 443
	2 581 049	905 446	213 344	1 412 259	1 614 072	477 066	418 994	748 012

2° Petits patrons

Reste à évaluer le nombre des personnes qui, considérées au recensement comme patrons, parce que ce sont des chefs d'établissements, sont néanmoins assimilables aux ouvriers en raison de la petitesse de l'exploitation ou, plus exactement, du petit nombre et de la qualité des auxiliaires employés.

Cette petitesse n'est pas en elle-même un criterium suffisant de l'exiguïté du revenu. Sans doute un cultivateur qui travaille seul avec sa femme, deux sœurs couturières, un boulanger sans aide, un ouvrier sertisseur avec un apprenti, constituent des exploitations dont on peut avec certitude affirmer le très faible produit. Mais dans certains commerces, dans les professions libérales, il n'en est pas de même, on peut réaliser de gros revenus sans aucun aide

D'autre part, parmi les artisans on ne confondra pas celui qui emploie exclusivement des membres de sa famille et celui qui emploie des auxiliaires quelconques. C'est encore une distinction que l'on trouve dans la loi des patentes qui exempte : « les ouvriers travaillant en chambre avec un apprenti âgé de moins de seize ans ; la veuve qui continue avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti la profession antérieurement exercée par son mari » et, ne sont pas considérés comme compagnons ou apprentis « la femme qui travaille avec son mari, ni les enfants non

mariés travaillant avec leurs père et mère, ni le simple manœuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession ».

Le projet de loi sur les retraites ouvrières n'accorde aucun avantage aux petits patrons n'occupant qu'un seul ouvrier ; sont seuls admis aux versements facultatifs donnant droit à une majoration ceux qui travaillent seuls ou avec des membres de leur famille.

Pour évaluer le nombre de ces petits patrons on utilisera les renseignements fournis par le recensement sur les ateliers de famille. Le recensement fait connaître les établissements dont les chefs n'occupent aucun salarié et ceux dont les chefs emploient des membres de leur famille. Dans ce dernier cas on ne peut affirmer que le chef d'établissement n'emploie que des membres de sa famille ; les chiffres peuvent cependant être acceptés comme base d'évaluation. En prenant pour base la répartition par sexe des patrons de chaque industrie, on a estimé dans chaque profession le nombre des petits patrons susceptibles d'être admis à opérer des versements facultatifs dans les conditions prévues aux articles 52 et suivants du projet de loi.

Voici les chiffres qui s'appliquent aux grandes catégories professionnelles :

	NOMBRE ESTIMATIF DES PETITS PATRONS (évaluation)								
	TOTAL			N'OCCUPANT aucun aide, mais travaillant en commun		OCCUPANT 1 aide membre de la famille		OCCUPANT 2 à 4 aides membres de la famille	
	Ensemble	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Pêche, agriculture et forêts	1 860 000	1 000 000	860 000	760 000	755 000	165 000	75 000	75 000	30 000
Industrie	350 000	247 000	103 000	72 000	65 000	125 000	30 000	50 000	8 000
Commerce et professions libérales	245 000	128 000	117 000	103 000	100 000	20 000	15 000	5 000	2 000
	2 455 000	1 375 000	1 080 000	935 000	920 000	310 000	120 000	130 000	40 000

Les éléments statistiques et les évaluations qui précèdent doivent maintenant être détaillés par âge pour permettre le calcul du nombre des assujettis et du nombre des bénéficiaires dans chaque catégorie.

L'âge d'admission à la retraite étant fixé à soixante ans, il y a lieu de classer par année d'âge tous les assujettis de moins de soixante ans, puis de calculer combien d'assujettis de chaque âge survivront à soixante ans.

Le recensement ne fait pas connaître le classement de la population active, suivant l'âge, année par année, mais seulement par périodes de cinq ou dix années.

En procédant par interpolation pour les individus dont l'âge est compris entre cinquante-cinq et soixante-cinq ans, et ajoutant ceux dont l'âge est inférieur à cinquante-cinq ou dont l'âge est supérieur à soixante-cinq ans, on obtient les chiffres d'ensemble suivants :

Assujettis aux versements obligatoires	10 540 000
(Employés et ouvriers de moins de 60 ans classés sous les indices A et B ₁ .)	
Admis aux versements facultatifs.	3 650 000
(Petits patrons de moins de 60 ans classés sous les indices B ₂ et C.)	
Bénéficiaires d'une retraite, en vertu des dispositions transitoires.	870 000
(Individus de plus de 60 ans classés sous les indices A et B ₁ .)	

On obtiendra la répartition par âge annuel de ces individus en supposant que dans un groupe quinquennal la répartition est la même que parmi l'ensemble des habitants. Toutefois, cette méthode ne convient pas pour les âges extrêmes, moins de dix-huit ans ou plus de soixante-cinq ans ; il est préférable, malgré l'incertitude de l'opération, de procéder par extrapolation.

Connaissant le nombre des assujettis de chaque âge, on se servira de la table de mortalité de la population générale, à défaut de table de mortalité professionnelle, pour déterminer le nombre des survivants à soixante ans. Le nombre obtenu sera probablement trop élevé parce qu'un certain nombre des individus, qui auront versé des cotisations comme salariés, seront devenus patrons et ne rempliront plus les conditions exigées par la loi. Il est vrai qu'inversement des patrons deviennent salariés, mais le mouvement d'ascension l'emporte sans doute de beaucoup. Aucune statistique ne renseigne actuellement sur l'importance de ce mouvement ; il n'est donc pas possible d'en tenir compte et l'on partira du nombre maximum de pensionnés fourni par le calcul des survivants.

Indépendamment des petits patrons énumérés aux paragraphes précédents, et en vertu de l'article 52 du projet de loi, le droit à une majoration de pension est encore acquis à toute personne non imposée à la contribution personnelle-mobilière au delà d'une somme à fixer. Lorsque le maximum d'imposition sera déterminé, la statistique des cotes personnelles-mobilières fera connaître le nombre des cotes n'atteignant pas ce maximum. L'enquête réclamée par M. Malzac permettrait de défalquer les doubles emplois en fournissant un tableau des cotes mobilières classées suivant la profession du contribuable. Cependant, au lieu de recourir aux listes électorales, comme M. Malzac le propose, il me paraîtrait préférable de prendre pour base les renseignements portés sur la liste nominative des habitants de chaque commune, dressée à la suite du recensement ; ces renseignements sont plus précis que ceux des listes électorales. Sans entreprendre une statistique étendue à toute la France, des enquêtes partielles dans un assez grand nombre de communes fourniraient des éléments d'appréciation suffisants ; à cet égard et pour d'autres objets encore, les recherches commencées par M. Malzac seraient d'un grand intérêt.

En résumé, sans tenir compte des personnes admises aux versements facultatifs comme n'étant assujetties qu'à une faible contribution mobilière, le nombre des participants au bénéfice de la loi des retraites ouvrières en période de plein fonctionnement (cotisants ou pensionnés) s'établit ainsi :

I. <i>Participants forcés</i> : Employés et ouvriers à demeure (y compris les domestiques).	9 400 000
(Chiffre fourni par la statistique.)	
Employés et ouvriers isolés à emploi irrégulier.	1 383 000
(Évaluation.)	
Ouvriers à domicile.	630 000
(Évaluation.)	
Ensemble, en nombre rond.	11 500 000

(Sans déduction des inscrits maritimes, des ouvriers des mines ni des employés de chemins de fer.)

II. <i>Participants volontaires</i> : Petits patrons travaillant isolément	2 150 000
(Évaluation.)	
Petits patrons travaillant en commun, mais n'occupant aucun salarié ou occupant comme aides les membres de leur famille	2 450 000
(Évaluation.)	
4 600 000	4 600 000

Soit au total 16 millions de participants forcés ou libres. Le recensement de 1901 a permis de fixer le nombre total des personnes exerçant une profession au chiffre de 18 millions et demi (non compris les personnes au service de l'État, des départements et des communes). On voit que le nombre de celles qui ne participeront pas aux avantages de la loi en projet peut ne pas dépasser 2 millions et demi, un septième environ du total.

LUCIEN MARCH.